

Carte d'identité de la nouvelle assemblée départementale

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

3 avril 2015

DÉPARTEMENTALES 2 015

La coalition PS/FRAPP/PPDG rafle la majorité des sièges, avec 25 conseillers élus. Le GUSR en compte de son côté 10, dont une majorité d'élus qui ne siégeaient pas dans la précédente assemblée. Qui sont les élus les plus jeunes ? Que font-ils comme métier ? Radiographie.

Le parti Guadeloupe Unie Socialisme et Réalité se maintiennent avec 10 conseillers départementaux élus, comme Jacques Gillot, Guy Losbar ou Juliana Gerty-Dan. Parmi ces binômes, un n'est pas encarté GUSR mais soutenu par le parti : Justin Dessout et Corinne Pétro. Face au GUSR, la coalition de gauche (PS-FRAPP-PPDG) a raflé la majorité des sièges : 25. Dans leurs rangs, des socialistes pur jus (comme Jocelyn Sapotille ou Marlène Mélisse-Miroite), des apparentés PS (Élie Califer ou Marthyr Nagau), des FRAPP incontournables (comme Chantal Lérus ou Éliane Guiougou-Firpion) et trois représentants du PPDG (Lydia Faro-Courriol, Marcel Sigiscar, Rozan Rauzduel). Mais aussi Brigitte Rodes, qui se définit comme " progressiste ". Les sept sièges restants se répartissent entre Laurent Bernier, seul UMP, trois " divers droite " (Camille Elisabeth, Aramis Arbau et Marie-Lucile Breslau), une " divers gauche " en la personne de Jeanny Marc-Mathiasin, et deux sans-étiquettes, Baptista Robert-Lamponi et Clodomir Bajazet.

27 nouveaux élus

Sur les 42 conseillers départementaux, 27 ne faisaient pas partie de la précédente assemblée. Elle a donc été renouvelée à plus de 64 %, un peu moins des deux tiers. Parmi ces nouveaux élus, une grande majorité de femmes, qui sont au nombre de 18, comme Éliane Guiougou-Firpion, Corinne Pétro, Brigitte Rodes, France-Lise Bernis, Maryse Etzol, Marie-Chantal Saint-Sauveur, Marie-Lucile Breslau ou Maryse Citronnelle. La

plupart d'entre elles sont déjà expérimentées en politique, militantes de longue date, déjà élues pour bon nombre d'entre elles. La nouvelle garde féminine va donc encore se faire attendre. Sur les 10 élus GUSR, 6 sont nouveaux : deux hommes (Justin Dessout et David Nebor) et quatre femmes (Corinne Petro, France-Lise Bernis, Marie-Chantal Saint-Sauveur, Maryse Citronnelle). Le taux de renouvellement des élus de la coalition PS/FRAPP/PPDG est moins important : 15 nouveaux élus sur les 25.

56 ans de moyenne d'âge

La moyenne d'âge de la nouvelle assemblée s'établit à 56 ans. Âgée de 40 ans, la conseillère la plus jeune est Justine Benin, talonnée par Blaise Mornal, 42 ans, lui-même suivi de Chantal Lérus et Corinne Pétro, 43 ans toutes les deux. Les plus âgés sont Josette Borel-Lincertin et Clodomir Bajazet : 74 ans. Viennent loin derrière Jacques Gillot, 67 ans, Aramis Arbeau, 66 ans, puis le club des 65 ans : Jacques Anselme, Claudine Bajazet, et Jeanny Marc-Mathiasin.

Beaucoup de fonctionnaires

Les fonctionnaires sont surreprésentés dans l'assemblée et présents en grande majorité, qu'ils soient dans l'Éducation nationale, les collectivités territoriales ou les établissements publics comme le CHU. Ils se sentiront donc en famille. Quelques exceptions sont tout de même à noter. Marthy Nagau est par exemple le seul agriculteur de l'assemblée. Maryse Etzol et Jacques Gillot en sont les deux médecins. Brigitte Rodes est la seule avocate.

PROMESSES DE CAMPAGNE

Tout sur l'aide sociale

Le groupe socialiste est désormais majoritaire dans une assemblée départementale dont l'avenir est plus qu'incertain. La question de l'engagement politique se pose. Reste à savoir si ces prochaines années seront placées sous le signe de l'attente de la mort ou du travail.

La question du rôle du conseiller départemental au sein d'une institution

menacée à court/ moyen terme a plané sur ces élections départementales. Comme à leur habitude, la majorité des conférences et des discours de campagne n'ont fait qu'effleurer les vrais sujets. Pourtant, le groupe socialiste et l'ensemble des membres de la coalition PS/ FRAPP/PPDG, à en juger par son programme pour les départementales, semble déterminer à travailler. Le champ d'action est inévitablement réduit et les efforts porteront sur quatre axes principaux. D'abord, l'aide sociale et ses multiples volets. D'abord, la politique familiale, traditionnellement, mais dans une vision renforcée, avec un accompagnement de proximité avec une meilleure coordination avec les centres communaux d'action sociale (CCAS) pour une information plus claire sur les dossiers d'aides sociales, et une alerte rapide pour les cas de violence conjugale et/ou familiale. Évidemment un service pour la petite enfance et le troisième âge. Deux dossiers charnières de l'institution. Ensuite la politique d'accompagnement social avec l'insertion à destination de publics très vulnérables. Pour ce volet, il y aura fort à faire au regard du délabrement de la plupart des structures d'insertion en Guadeloupe. Et enfin la politique de santé essentiellement basée sur la prévention le dépistage et l'information. Sur ce dossier, rien de nouveau.

Eau, déchets, transports

C'est là que ça se corse. Car ces dossiers brûlants restent encore dans l'escarcelle du conseil départemental et ne pourront pas les ignorer au vu de leur dimension politique. D'ailleurs c'est sur ces points que le parti socialiste risque un calendrier. D'ici à 2017, le conseil départemental devra s'impliquer dans les grands travaux de réparation du réseau d'alimentation en eau. On continue aussi sur l'idée de syndicat unique proposée par Jacques Gillot. L'inclusion des communes au Syvade pour une généralisation du tri sélectif d'ici 2021. Sur ce point, le parti socialiste avoue savoir qu'il faudra bien au moins 6 ans pour faire entrer les communes dans le rang. Et comme l'époque est à la centralisation, le parti propose une agence unique des transports, on remarquera, sur cette question l'absence de calendrier, pourtant bien venu sur un dossier aussi crucial pour la société guadeloupéenne. À côté de cela des chantiers comme le numérique qui vient s'ajouter aux arlésiennes politiques du département.

ENTRETIEN

Opiniâtre Josette

Après avoir été pendant deux ans présidente du conseil régional, Josette Borel-Lincertin rempile au fauteuil de la présidence... cette fois candidate à l'assemblée départementale. Au moment où nous bouclons cette édition, elle apparaît comme la mieux placée pour remporter le troisième tour des départementales 2015. Portrait d'une Guadeloupéenne qui peut se targuer d'avoir un destin politique.

Josette Borel-Lincertin est connue de tous les Guadeloupéens. On pourrait pourtant faire sans la remarquer. Le plus extraordinaire c'est que cela ne la dérange nullement. Si l'on s'en étonne, la réponse fuse instantanément. *"Je sais d'où je viens et je sais où sont les vraies valeurs. Il faut juste être à sa place, quand il faut, où il faut, et comme il faut"*. Est-elle étonnée d'être portée en étandard par Éric Jalton, d'être adoubée par Victorin Lurel et plébiscitée par la coalition FRAPP/PS/PPDG ? Sans doute un peu. Mais l'ex-présidente de Région n'en laisse rien paraître. En tout cas, elle n'en fait pas toute une montagne. *"Je n'ai rien fomenté ni même subodoré. En revanche, je mesure l'honneur et la confiance qui me sont témoignés. Maintenant le plus important c'est d'être à la hauteur et je le serai. Il le faut. Car la tâche est immense"*. Opiniâtre Josette. Depuis toujours. Elle n'a pas souvenance d'avoir renoncé une seule fois dans sa vie. Depuis l'année de ses 10 ans où elle quitte ses parents à Capesterre de Marie-Galante pour aller au collège et en pension à Grand-Bourg. Première séparation. Premiers déchirements. Josette s'en souvient encore. Mais pas question de s'apitoyer sur son sort. D'autant qu'après trois ans à peine, elle doit rejoindre le collège des Abymes. Elle n'a que 13 ans. Elle serre les dents et accepte sa nouvelle vie. Entre Josette et les Abymes c'est une vieille histoire... Une histoire qui laisse des marques fortes. À Marie-Galante, la petite fille avait croisé Camille Rousseau, l'instituteur qui a fait naître en elle, la vocation d'enseignant. Aux Abymes c'est M. Nuissier, autre professeur, qui lui communique la bosse des maths. *"Ce sont mes modèles explique Josette Borel-Lincertin. Sans modèle il n'y a aucun repère"*. À partir de ce moment, l'élève Lincertin n'aura qu'une chose en

tête : enseigner à son tour. Elle passe par l'école normale, est reçue au concours des professeurs de collège et entame dès lors une longue carrière dans l'Éducation nationale. À cette époque, Josette Borel-Lincertin s'intéresse à la vie associative. Mais à aucun moment la politique ne vient effleurer son esprit. Elle apprécie d'ailleurs les grandes figures de la vie publique mais pas en fonction de leur étiquette. *"J'ai gardé une grande admiration pour Paul Valentino que les jeunes d'aujourd'hui ne connaissent même pas. Il est le symbole de la dignité guadeloupéenne. Je respecte également Madame Tarer, pour son tempérament!"*

Le référendum de 2004 un tournant

Entre-temps, Josette Borel-Lincertin poursuit sa carrière dans l'enseignement et devient chef d'établissement. D'abord en Guadeloupe, puis à Amiens. Nous sommes en 1983. Elle revient en Martinique en 1989. Hugo ravage alors la Guadeloupe. Et Josette n'a qu'une seule idée en tête regagner son pays. En 1991, elle revient enfin en Guadeloupe, dirige successivement en tant que proviseur du lycée technique de Rivières des Pères et du lycée Gerville Réache de Basse-Terre. Vient alors le référendum sur l'évolution statutaire de la Guadeloupe en 2003. *"Je sentais confusément que le personnel politique s'égarait. Que la population n'y comprenait rien et ne suivrait pas. Je ne m'étais jamais impliquée politiquement en Guadeloupe. Et là c'est vrai, j'ai, à ma manière mais discrètement, fait campagne pour le non. Pas pour dire non à toute évolution, mais pour signifier que la méthode n'était pas la bonne. Que l'organisation de tout cela n'était qu'un prétexte pour masquer autre chose. Entre autres l'incurie, si ce n'est pire, de ceux qui à l'époque dirigeaient."* Un soir, Josette Borel-Lincertin à la surprise de recevoir un coup de fil de Victorin Lurel lui demandant de l'accompagner dans son combat politique. *"Je n'avais pas compris qu'il envisageait de me faire figurer sur sa liste. A fortiori me placer comme première vice-présidente!"* précise-t-elle encore, émue. La Marie-Galantaise goûte pour la première fois à la politique. Au début elle est décontenancée par ce monde qui ne fait aucun cadeau. Mais elle se fraye vite un chemin. Au pays des politiciens rien n'est simple. La vérité d'aujourd'hui n'est pas celle de demain. Mais Josette sait se faire entendre. Et pas seulement.

Un chantier immense

Elle sait écouter aussi. " *J'entends tout particulièrement la détresse des jeunes au chômage* " précise-t-elle. D'ailleurs, présidente de Région, Josette Borel-Lincertin déploie dans toute leur étendue les mesures d'emplois par l'insertion, décidée par le gouvernement. Son obsession c'est de mettre en place des politiques publiques qui feraient un meilleur sort aux jeunes. " *Présidente du conseil départemental je n'en avais pas rêvé. Mais j'accueille cette distinction comme un immense honneur et je remplirai mon mandat avec foi et détermination* ". Et l'ancienne présidente de Région de dresser un rapide tableau du chantier qui l'attend à l'Assemblée départementale. " *Priorité numéro un dit-elle, la petite enfance. C'est une catastrophe. Il n'y a pas une crèche départementale en Guadeloupe. Cette situation n'existe nulle part en France hexagonale. Et le transport est un véritable échec. Quant à la politique en faveur des personnes âgées, elle est à revoir totalement. Nous ne savons même pas où nous allons et nous n'avons même pas une idée claire des besoins. Il faut procéder à un état des lieux, établir des projections. Et puis surtout et cela nous le ferons, c'est déjà prévu, les deux assemblées travailleront en étroite collaboration. Les Guadeloupéens en ont marre des petites guéguerres qui ne leur apportent absolument rien* ". Surtout ne dîtes pas à Josette Borel-Lincertin qu'elle sera sous la coupe de Victorin Lurel. La réponse est cinglante : " *ceux qui colportent de telles balivernes ont des visions étroites et des esprits obtus. Mais c'est surtout l'apanage des esprits chagrins. Ceux qui ont soutenu les perdants de cette élection sont moins nombreux que ceux qui ont soutenu les gagnants. Mais ils doivent quand même être quelques-uns, ces mauvais perdants ?* " Voilà c'est dit. Au moins le ton est donné !

ANALYSE

La réunion de Trois-Rivières plébiscite Borel-Lincertin

Éric Jalton l'avait annoncé très tôt dans les colonnes du Courrier de Guadeloupe avant même les résultats du premier tour. Son candidat à la présidence de l'assemblée départementale c'était Josette Borel-Lincertin. On ne savait pas encore si la poussée de la coalition PS/PPDG/FRAPP allait se confirmer lors du deuxième tour de ces départementales 2015. Ce qui

fut le cas. Mais on se demandait surtout quelle allait être la décision de Victorin Lurel, car au final le parti le mieux doté de la coalition c'est tout de même le PS avec ses apparentés. Victorin Lurel a non seulement entériné ce choix de Josette Borel-Lincertin mais de surcroît c'était aussi le sien.

Une candidature sur velours

Toutefois, en y réfléchissant bien, la candidature Borel-Lincertin apparaît logique. D'abord elle est socialiste encartée. Ensuite même si elle n'est plus au conseil municipal des Abymes – à l'époque des municipales elle est encore présidente du conseil régional —, son passé en tant qu'élue abymienne plaide en sa faveur. C'est d'ailleurs parce qu'Éric Jalton la considère comme Abymienne qu'il l'a choisie. Et puis surtout, elle a le profil du poste. Une expérience en tant que président d'une collectivité majeure en l'occurrence la Région lui confère une certaine aura. Le fait qu'elle soit une femme mûre joue également en sa faveur. Une femme à la tête d'une assemblée hommes/femmes à parité égale voilà qui fait très tendance à l'heure où il est question de promouvoir davantage la femme. Les membres élus de la coalition PS/FRAPP/PPDG/reunis mardi 31 mars dernier au matin à la mairie de Trois-Rivières ont donc acté le choix de Josette Borel-Lincertin. Une décision unanime. Le reste n'a pas été aussi simple. La question des vice-présidents a donné lieu à quelques mouvements d'humeur. Chacun étant venu avec sa petite idée derrière la tête. Idée qui ne pouvait que le situer au plus haut possible de l'affiche. Max Mathiasin présent à cette réunion promenait une tête d'enterrement, mais a su rester digne. Le secrétaire fédéral du PS battu de très peu par Jeannie Marc a suivi les travaux de la réunion jusqu'au bout.

DÉPARTEMENT NOUVELLE GÉNÉRATION

Des compétences revues à la baisse

Le Département a pour mission première la solidarité et l'action sociale. Au vu du rapport des comptes administratifs de 2014, le conseil départemental de Guadeloupe accomplit pleinement cette mission. Quant aux autres compétences, il se pourrait qu'elles soient transférées à la

Région.

Le vote définitif de la loi Nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE), qui fixera les attributions des élus départementaux, devrait avoir lieu début juin à l'Assemblée nationale. Les électeurs ont donc voté, les dimanches 22 et 29 mars derniers, pour des candidats dont la mission n'a pas encore été totalement définie. Étant donné la volonté du gouvernement de supprimer les départements à l'horizon 2020, il faut s'attendre à ce que le conseil départemental soit déchargé de plusieurs compétences. À l'instar de l'aménagement du territoire, des routes, des collèges ou encore des transports qui sont susceptibles d'être transférées à la Région. L'allègement des compétences serait un grand changement pour le Département. Le conseiller départemental Jean Bardail, élu au Département entre 1985 et 1994 et aujourd'hui depuis 2004, est dubitatif : " On dégrasse au fur et à mesure jusqu'à ce que le Département s'éteigne ", pense-t-il. Jean Bardail n'hésite pas à remettre sur la table le débat sur la collectivité unique. " L'État, la Région, le Département... chaque entité a son idée sur le problème de l'eau ou des transports et rien n'avance ! Un pays n'a pas besoin de compétences croisées ", martèle-t-il. Quoi qu'il advienne, le conseil départemental gardera ses missions premières à savoir, la solidarité et l'action sociale. Selon la moyenne nationale, la part des dépenses du Département liées à l'action sociale est d'environ 50 %. Le conseil départemental de Guadeloupe confirme et amplifie cette tendance. En 2014, la part des dépenses liées à l'action sociale a représenté 62 % des dépenses globales de fonctionnement, d'après le rapport des comptes administratifs 2014 du conseil général de Guadeloupe. Ce pourcentage inclut les allocations personnalisées d'autonomie, le revenu de solidarité active, le revenu minimum d'insertion, la gestion des services de protection infantile et maternelle ou encore l'aide aux personnes handicapées.

Il faudra négocier avec la Région

Lors de la plénière du conseil général présidé par Jacques Gillot, jeudi 12 mars 2015, les conseillers généraux ont statué sur le budget primitif 2015. Il a été confirmé que les plus grosses dépenses à venir concerneraient l'action sociale. Les dépenses liées à l'action sociale en 2015 pourraient en effet représenter 467 millions d'euros soit près de 60 % du budget primitif

établit à 770,83 millions d'euros. Ce ne sont, pour l'heure, que des prévisions. Ce sera au nouveau président du conseil départemental de Guadeloupe de voter le budget 2015. Quoi qu'il advienne, l'action sociale restera la mission première du conseil départemental. Viendra ensuite l'équipement des collèges, l'aménagement du territoire et des réseaux routier, l'aménagement du foncier, la gestion de l'eau etc. À moins que le gouvernement ne décide de transférer ces compétences à la Région. Pour autant, le Département ne sera pas démuni de toute mission. La loi NOTRe introduit en effet la nécessité de " négocier " avec la Région pour définir les actions sur les compétences partagées telles que celles du numérique, de la culture, du sport, du tourisme, des langues régionales et de l'éducation populaire.